ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 12 janvier 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "concernant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles", a donné le 11 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 januari 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen", heeft op 11 maart 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Conformément à l'article 2, paragraphe 4, et à l'article 3, cinquième alinéa de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, le projet a été notifié à la Commission qui a fait part de ses remarques par lettre du 18 décembre 1997.

La section de législation doit, toutefois, constater que le projet qui lui a été soumis le 12 janvier 1998 n'en tient aucun compte, ce que, du reste, le fonctionnaire délégué a confirmé.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Par souci d'harmonie avec le texte de l'article 87, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 19 décembre 1997, qui constitue le fondement légal à l'arrêté en projet, il est suggéré d'écrire "fixant" au lieu de "concernant", ainsi que "autorisations" au lieu de "licences".

La même observation vaut pour l'annexe à l'arrêté en projet.

Préambule

Alinéa 1er

Au lieu de viser la directive modificative, il convient de viser la directive originelle (1). Il y a également lieu de viser l'article précis de ce texte en application duquel est pris l'arrêté en projet. En conséquence, il conviendrait de rédiger l'alinéa de la manière suivante :

"Vu la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4bis, inséré par la directive 96/19/CE de la Commission du 13 mars 1996;".

Alinéa 2

Il convient d'écrire "notamment l'article 87, remplacé par la loi du 19 décembre 1997", au lieu de "notamment l'article 87, inséré par la loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmo-

---

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à plusieurs reprises, notamment dans un avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet d'arrêté royal relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites.

nisation sur les marchés des télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission européenne".

Alinéa 6 (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'avis de la Commission européenne;".

Alinéa 6 (devenant les alinéas 7 et 8)

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de mentionner les deux alinéas qui suivent dans le préambule (1) :

"Vu la délibération du Conseil des ministres, du (mentionner la date) sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

---

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à plusieurs reprises, notamment dans l'avis L. 26.588/4 précité.

Dispositif

Observations préliminaires

En ce qui concerne le numérotage des chapitres et des sections, ainsi que leur intitulé, le projet appelle les observations suivantes :

1. Le numérotage des premiers chapitres et des premières sections d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains. Il convient d'écrire en toutes lettres "Chapitre premier" ou "Section première".

2. Il importe de veiller à l'harmonie des intitulés de chapitres ou de sections. C'est ainsi qu'il conviendrait soit d'y utiliser un article défini (comme par exemple dans le chapitre II, de la section première à la section 6, ainsi qu'aux sections 13, 15, 18 et 19), soit de ne pas y utiliser un tel article (comme par exemple dans le chapitre II, de la section 7 à la section 12, ainsi qu'aux sections 14, 16, 17 et 20), mais en se gardant bien de faire usage des deux procédés.

En néerlandais, il est d'usage de ne pas utiliser d'article défini.

3. Dans le chapitre II, il y a lieu de faire en sorte que les intitulés des sections se rapprochent autant que possible du libellé des dispositions qui figurent à l'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991

portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et tout au moins de prendre soin que le contenu de ces intitulés respecte la teneur des dispositions qui figurent à l'article 87, § 2, alinéa 2, précité. C'est ainsi par exemple qu'il conviendrait d'intituler la section 9 du chapitre II, "Fourniture des informations nécessaires à la constitution de l'annuaire universel", au lieu de "La fourniture des informations nécessaires à la constitution des annuaires dont l'annuaire universel".

4. Dans le chapitre II, il est suggéré de faire en sorte que l'ordre des sections corresponde à l'ordre des dispositions énumérées aux points a) à t) du susdit article 87, § 2, alinéa 2. C'est ainsi qu'il conviendrait de faire figurer la section 14 (qui correspond au point m) de l'article 87, § 2, alinéa 2, précité) avant la section 13 (qui correspond au point n) de l'article 87, § 2, alinéa 2, précité).

Article 1er

La définition qui figure au 3° trouverait mieux sa place au début du chapitre II. Le premier article de ce chapitre pourrait prévoir que le cahier des charges comporte l'ensemble des conditions à réunir afin qu'une personne puisse obtenir une autorisation pour exploiter un service de téléphonie vocale.

Article 2

Il est suggéré de supprimer cet article. En effet, l'alinéa 2 n'établit aucune règle nouvelle et il est possible d'intégrer le contenu de l'alinéa 1er dans la définition de l'autorisation individuelle qui figure à l'article 1er, 6°.

Si cet article était supprimé, il conviendrait de modifier l'intitulé du chapitre premier, qui s'intitulerait "Définitions", ainsi que de supprimer la division de ce chapitre en sections.

Article 4

Au sujet de cette disposition, on peut lire ce qui suit dans les commentaires de la Commission européenne relatifs au présent projet d'arrêté royal :

> "L'article 4 du projet d'arrêté permet à l'opérateur de suspendre la fourniture du service à un utilisateur qui aurait connecté au réseau public un équipement non agréé. L'article 13, § 1 de la directive amendant la directive 95/62/CE prévoit une telle éventualité, mais dispose qu'une procédure spécifique "d'urgence" doit être mise en oeuvre par l'ARN dans ce type de cas, "sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue a l'article 26 paragraphe 1". Cette procédure doit prévoir "un processus de décision transparent et respectant le droit des parties". Ni la Loi telle que modifiée par le projet de loi ni le projet d'arrêté, ne semblent toutefois prévoir une telle procédure, nécessaire pour permettre à l'utilisateur concerné, de faire entendre son point de vue, le cas échéant.".

L’article 13, § 1er, dont il est question ci-dessus, est l’article 13 de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l’application de la fourniture d’un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l’établissement d’un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (appelée à remplacer la directive 95/62/CE du Parlement européen et du Conseil), dont le texte est reproduit ci-après :

> "Sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue à l’article 26, paragraphe 1, les autorités réglementaires nationales établissent des procédures applicables dans les cas où des organismes fournisseurs de réseaux téléphonique publics et/ou de services téléphoniques publics fixes, ou au moins les organismes fournisseurs de services de téléphonie vocale qui sont puissants sur le marché ou qui ont été désignés conformément à l’article 5 (et qui ont une position significative sur le marché), prennent des mesures telles que l’interruption, la résiliation, (la modification significative) ou la mise à disposition restreinte de services, du moins aux organismes fournisseurs de réseaux et/ou services de télécommunications.".

Le droit interne devra être revu en vue de tenir compte de cette nouvelle disposition de droit communautaire dont l’adoption est imminente.

Par ailleurs, dans l’alinéa 1er, à l’instar de la formulation utilisée dans l’article 3, il convient d’écrire "informe" au lieu de "est tenu d’informer".

Article 5

1. Au paragraphe 1er, il faut omettre les mots "l'ensemble" et "nécessaire", qui sont superflus.

2. Au début du paragraphe 2, il convient d'écrire "L'opérateur" au lieu de "Il".

3. Le paragraphe 3, qui attribue à l'Institut le pouvoir d'autoriser la suspension de l'interconnexion de l'opérateur avec un tiers n'est pas conforme à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

L'article 75, § 8, de cette loi autorise en effet seulement l'Institut à intervenir en qualité de conciliateur en cas de litiges entre des personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications.

Par ailleurs, l'article 79ter, § 2 de la même loi, attribue à la "Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées" la compétence de prendre une décision administrative en cas de litige en matière d'interconnexion.

Le paragraphe 4 de l'article 79ter de la loi précitée prévoit qu'"en cas d'atteinte grave et immédiate aux règles régissant le secteur des télécommunications, "la Chambre" peut, après avoir entendu les parties en cause,

ordonner des mesures conservatoires en vue notamment d'assurer la continuité du fonctionnement des services de télécommunications".

Enfin, l'article 109ter, § 5, de la susdite loi prévoit que l'interconnexion fait l'objet d'une convention entre les parties concernées. C'est donc en principe aux parties qu'il convient de régler les conditions dans lesquelles une interconnexion peut être suspendue. Certes le Roi peut, soit sur la base de l'article 87, § 2, alinéa 2, k), soit sur la base de l'article 109ter, § 5, de la loi, imposer que des clauses obligatoires figurent dans ces conventions d'interconnexion. Il peut donc exiger que ces dernières contiennent des règles applicables à la suspension de l'interconnexion lorsque celle-ci porte atteinte au bon fonctionnement du service ou au respect des "exigences essentielles".

L'article 5, § 3, en projet, devra donc être rédigé sous la forme d'une contrainte imposée à l'opérateur dans les conventions d'interconnexion qu'il conclura avec des tiers, et en tenant compte des dispositions légales rappelées ci-dessus.

Article 6

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, les mots "ou conformément aux dispositions contractuelles" ont pour conséquence de vider de sa substance l'obligation formulée à l'alinéa 1er du même paragraphe lorsque que l'opérateur a une telle position sur le marché qu'il est en mesure d'imposer ses conditions contractuelles aux utilisateurs.

2. Le paragraphe 3 du projet a donné lieu au commentaire suivant de la Commission européenne :

> "L'article 6 paragraphe 3 du projet d'arrêté impose à tous les opérateurs de téléphonie vocale la fourniture de la numérotation au clavier et, sur demande, de la facturation détaillée et de l'interdiction sélective des appels sortants. Aux termes de l'article 14 paragraphe 1 de la directive amendant la directive 96/62/CE, "les Etats Membres peuvent désigner un ou plusieurs opérateurs pour fournir ces compléments de service (...). Toutefois, l'imposition de telles obligations à tous les opérateurs, y compris aux nouveaux entrants, pourrait être contraire au principe de proportionnalité.".

Le Conseil d'Etat observe qu'il n'a été donné aucune suite à cette critique.

3. Le paragraphe 4, alinéa 1er, impose des obligations particulières à l'organisme désigné puissant sur le marché, mais l'alinéa 2 permet à l'Institut d'accorder une dérogation.

L'article 87 de la loi précitée ne prévoit pas la possibilité d'accorder des dérogations aux conditions générales arrêtées par le Roi dans le cahier des charges. A fortiori, une subdélégation en ce sens à l'Institut n'est pas admissible.

La même observation vaut pour les articles 9, §§ 3 et 4, et 11, § 2, alinéa 2.

En outre, l'alinéa 2 est rédigé de telle manière que c'est à l'opérateur lui-même qu'il reviendrait d'apprécier si les conditions de cette dérogation sont remplies.

En conclusion, l'alinéa 2 du paragraphe 4 de l'article 6 doit être omis.

Section 4

Il n'est pas indiqué de diviser cette section en deux sous-sections.

Article 8

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. L'opérateur qui a ouvert commercialement son service depuis 18 mois ou plus, communique annuellement à l'Institut, au plus tard le 31 janvier, les valeurs atteintes au cours de l'année précédente pour les indicateurs de qualité visés à l'article 105sexies, § 4, de la loi.

L'Institut détermine la forme de ces communications et en assure la publication.".

Article 9

Le paragraphe 5, alinéa 1er, innove par rapport à l'article 43bis, § 3, 7°, de la loi précitée, en prévoyant

une procédure distincte de celle prévue par cette disposition légale. Il y a lieu de s'en tenir à cette dernière. Le paragraphe 5 de la disposition examinée doit être omis.

Article 10

Au paragraphe 2, alinéa 2, on écrira plus simplement : "La portabilité consiste en un accès plus aisé au service, ...".

Article 11

Au paragraphe 1er, il va de soi qu'il y a lieu d'indiquer la date de l'arrêté royal relatif à la gestion du plan de numérotation dont la publication sera antérieure ou, à tout le moins, simultanée à celle du présent arrêté.

Article 12

Dans son commentaire, la Commission européenne a fait plusieurs observations au sujet des articles 12 et 13 du présent projet. Ces observations sont reproduites ci-après :

> "Ces dispositions semblent conformes à celles de l'article 11 de la directive 97/13/CE. Toutefois, aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de cette directive, il est précisé, que "les taxes applicables à une licence individuelle sont proportionnelles au volume de travail requis (...)". En tout état de cause, les articles 12 et 31 du projet d'arrête ne distinguent pas

le cas des opérateurs puissants ou opérateurs soumis à une obligation de fourniture du service universel, lesquels sont néanmoins soumis à nombre d'obligations supplémentaires, dont le contrôle devrait occasionner une charge de travail supplémentaire. L'application effective de la disposition susmentionnée de la directive 97/13/CE devrait entraîner l'imposition de redevances d'un montant inférieur pour les opérateurs qui ne sont ni puissants, ni opérateurs de service universel. Des clarifications sur ce point seraient nécessaires.

En outre, afin de refléter effectivement la charge de travail occasionnée par la gestion et le contrôle de la licence concernée lors de la première année d'autorisation, des dispositions similaires à celles prévues à l'article 16 paragraphe 2 du projet d'arrêté royal (relatif) aux conditions d'installation et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications devraient être ajoutées, afin que le montant de la redevance annuelle prévue a l'article 12 paragraphe 2 de ce projet d'arrêté soit calculé, la première année, au pro rata temporis du nombre de mois restant dans l'année au cours de laquelle l'autorisation a été délivrée.

Enfin, il devrait être précisé, à l'article 31 qu'une redevance pour l'analyse de la demande n'est pas due en cas de simple modification d'une licence déjà existante selon la procédure décrite à l'article 30 de ce projet d'arrêté. A cet égard, la référence, au second paragraphe de cet article, aux modifications destinées à satisfaire aux conditions fixées à l'article 107 de la Loi telle que modifiée par le projet de loi (organismes puissants sur le marché des lignes louées) ne semble pas d'application, et devrait, par conséquent, être supprimée. En outre, la disposition selon laquelle la redevance annuelle déjà payée ne peut pas être remboursée en cas de cessation des activités, suspension ou retrait de la licence, pourrait ne pas être conforme aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de la directive 97/13/CE.".

Il n'a pas été tenu compte de ces observations.

Article 13

1. L'article 109terB de la loi du 21 mars 1991 précitée (1) prévoit déjà ce qui suit :

> "Les personnes visées aux articles 87 et 89, § 1er, sont tenues de mettre à la disposition des personnes confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire qui en font la demande les données-abonnés dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Le prix de ces données-abonnés doit être orienté sur les coûts.
>
> Ces conditions doivent être, préalablement à leur publication, approuvées par l'Institut.".

L'alinéa 1er de l'article 13 à l'examen est donc superflu et sera omis.

2. L'alinéa 2 doit être réécrit en conséquence et il convient, par ailleurs, d'y identifier l'arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution d'annuaires (2) avec sa date.

---

(1) Inséré par l'article 74 de la loi du 19 décembre 1997.

(2) Qui a fait l'objet de l'avis L. 27.310/4 donné le 18 février 1998 par la section de législation du Conseil d'Etat.

Article 15

1. Le paragraphe 1er est rédigé de manière incompréhensible en ce qu'il n'y est pas précisé de quoi dépendent les droits et obligations en matière d'interconnexion. En outre, l'article 109ter, § 4, alinéa 3, auquel il est fait référence, ne vise que les organismes puissants sur le marché.

2. Dans un souci de correction de la langue, il convient de réécrire le paragraphe 3. En effet, l'opérateur ne saurait veiller à "l'arrêté royal pris en vertu de l'article 109ter, § 5, de la loi" dont il est question au début de ce paragraphe.

3. En ce qui concerne le paragraphe 4, la Commission européenne a fait le commentaire suivant :

> "L'article 15 paragraphe 4 du projet d'arrêté dispose que la licence "précise les droits et obligations en matière d'interconnexion de l'opérateur, en tenant compte en particulier de la couverture de son service et les relations avec d'éventuels droits et obligations en matière d'interconnexion liés à une autre autorisation". Cette disposition devra être clarifiée. En tout état de cause, toute distinction opérée doit être basée sur des critères objectifs et ne peut avoir d'effets discriminatoires.".

Il n'a pas été tenu compte de cette observation.

Article 17

Dans le même souci de correction de la langue, on écrira "le contrat conclu entre lui et cette ou ces sociétés" au lieu de "le contrat avec cette ou ces sociétés".

Article 18

Afin de respecter à la fois l'article 9, paragraphe 4, de la directive 97/13/CE précitée et le principe général du respect des droits de la défense, il est suggéré d'aménager la procédure de la manière suivante :

1° Après avoir entendu l'opérateur concerné, l'Institut le met en demeure de remédier aux insuffisances constatées dans un délai d'un mois et l'informe de l'amende qui pourra lui être infligée s'il n'y satisfait pas.

2° Si, à l'issue du délai d'un mois, l'opérateur reste en défaut, l'Institut, après l'avoir entendu, lui inflige, avant la fin du deuxième mois qui suit la première mise en demeure, la sanction annoncée. Il notifie sa décision à l'opérateur dans le délai d'une semaine à compter de la décision.

3° Si dans le mois qui suit la notification de la décision, l'opérateur est toujours en défaut d'avoir remédié aux insuffisances, l'Institut peut proposer au ministre la suspension ou la révocation de l'autorisation. Cette suspension ou cette révocation est prononcée par le ministre après avoir entendu l'opérateur.

Le recours auprès du ministre, prévu au paragraphe 2, n'a pas de sens. En effet, l'Institut est un organisme d'intérêt public de catégorie A, qui est représenté et géré par le ministre, de sorte que c'est à lui qu'incombe, sauf délégation, la décision d'infliger les sanctions prévues par cet article.

En tout état de cause il ne peut constituer l'instance de recours indépendante de l'autorité réglementaire nationale, visée par l'article 9, paragraphe 4, de la directive 97/13/CE précitée. Les opérateurs disposeront des recours prévus par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Article 19

1. Compte tenu de l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, en vertu duquel toute personne répondant aux conditions du cahier des charges est en droit d'obtenir une licence, le mot "notamment" figurant à l'alinéa 3 doit être omis.

Le refus de reconduire une licence est une mesure lourde de conséquences pour l'intéressé, de telle sorte qu'il convient à tout le moins de lui permettre d'exposer son point de vue.

Contre cette décision, des recours sont ouverts auprès du Conseil d'Etat.

2. A l'alinéa 1er, les mots "délivrée sur la base du présent cahier des charges" sont superflus au regard de la définition qui figure à l'article 1er, 6°. Ils seront donc omis.

3. A l'alinéa 3, le mot "motivée" est à omettre car superflu au regard de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Section 15

Les chapitres IXter et X dont il est question dans l'intitulé de cette section se trouvent dans le Titre II de la loi du 21 mars 1991. En conséquence, il convient d'écrire "Titre II" au lieu de "Titre III" dans cet intitulé.

Article 20

Le paragraphe 1er introduit une règle de responsabilité et non pas une mesure garantissant le respect des dispositions des chapitres IXter et X du titre II de la susdite loi. Cette disposition sera dès lors omise.

Article 22

Au paragraphe 1er, par souci de concordance avec l'article 87, § 2, alinéa 2, point q), de la loi précitée,

il convient d'écrire "l'acheminement gratuit des appels vers les numéros d'urgence suivants : (on citera ces numéros en respectant la suite des nombres naturels)" au lieu de "l'accès gratuit pour des communications vers les services de secours désignés par les numéros d'appels suivants :".

Article 23

Le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) sera rédigé comme suit :

"Art. ... L'opérateur désigne dans ses services une personne chargée des relations avec le service de médiation pour les télécommunications.".

Article 24

Dans son commentaire, la Commission européenne écrit ce qui suit :

> "A la lecture de l'article 24 du présent projet d'arrêté relatif à la contribution de l'opérateur à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et à l'amélioration de l'accès à certaines catégories aux services de télécommunications (PME et jeunes et groupes sociaux défavorisés), la Commission confirme que l'imposition de telles obligations n'est conforme ni à l'article 3 de la directive 90/388/CEE amendée par la directive 96/19/CE, ni à la directive 97/13/CE, qui ne prévoient pas de conditions de cette nature.".

La disposition en projet ne tient pas compte de cette observation de la Commission.

Article 25

Au sujet de l'alinéa 1er de cet article, la Commission européenne a fait le commentaire suivant :

> "L'article 25, 1er alinéa du projet d'arrêté subordonne l'obligation d'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat à une clause de réciprocité de traitement. Il est toutefois précisé que tout "refus de conclure un tel accord doit être préalablement approuvé par l'Institut". Une telle disposition semble contraire aux dispositions de l'article 6 de la directive 97/33/CE qui interdit toute discrimination pour ce qui est de l'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat membre. Le même principe de non-discrimination devrait, en principe, être appliqué aux opérateurs en provenance d'Etats tiers signataires des accords de l'OMC. ...".

Pour le surplus, le projet n'ajoute rien aux règles fixées par l'article 109ter, § 6, de la loi du 21 mars 1991.

Il y a dès lors lieu d'omettre cette disposition.

Article 26

Dans un souci de correction de la langue, il convient d'écrire "doit obtenir une autorisation" au lieu de "doit avoir une autorisation".

Article 27

1. Au paragraphe 1er, les termes "sauf convention internationale" sont ambigus. Il y a lieu de les remplacer par les mots "ou dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention internationale à cette fin.".

2. Au paragraphe 2, il faut écrire "ou par la personne qui agit en son nom" au lieu de "ou en son nom". Si l'intention de l'auteur du texte en projet est d'imposer l'utilisation du modèle annexé à l'arrêté en projet pour l'introduction d'une demande d'attribution d'autorisation individuelle, il convient de préciser cette intention dans ce paragraphe (1).

3. Dans son commentaire de l'article 27, § 3, du projet d'arrêté, la Commission européenne fait observer que "le nombre et le détail des informations demandées (aux opérateurs) semblent disproportionnés au regard de l'objectif recherché" et croit bon de rappeler que l'article 9, § 3, de la directive 97/13/CE fait uniquement référence "aux informations que l'on est en droit d'exiger de sa part pour prouver qu'il remplit les conditions imposées".

Autre constatation : le paragraphe 3, en son alinéa 2, prévoit que si l'Institut estime que la demande est incomplète ou souhaite des renseignements ou explica-

(1) Cf. d'ailleurs à cet égard l'alinéa 1er de l'annexe en projet.

tions supplémentaires, et que le demandeur n'a pas adapté sa demande dans les trente jours, celle-ci "est considérée comme inexistante" (1), alors que l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée dispose que lorsque le demandeur ne fournit pas les informations que l'on est en droit d'exiger de sa part pour prouver qu'il remplit les conditions, la demande peut être refusée.

S'il se conçoit que la demande soit refusée si elle reste incomplète malgré une invitation à la compléter, il ne peut par contre être admis qu'elle puisse être considérée comme inexistante pour le simple motif que des informations supplémentaires demandées par l'Institut n'auraient pas été fournies. Si la demande est complète, elle ne pourra être refusée que parce qu'une des conditions à son octroi n'est pas remplie.

En tout état de cause, dans de telles circonstances, la demande ne peut être refusée qu'au terme d'une procédure qui aura permis au demandeur de faire valoir son point de vue.

Article 28

1. Comme la Commission en a fait l'observation dans son commentaire, les délais prévus par l'article 9, paragraphe 2, de la directive 97/13/CE précitée pour le traitement des demandes (six semaines maximum, sauf cas objectivement

(1) Sans d'ailleurs spécifier par qui et selon quelle procédure cette demande serait ainsi considérée comme inexistante.

justifiés, dans lesquels le délai peut être prolongé de quatre mois) ne sont pas respectés.

2. En outre, le paragraphe 4, qui prévoit que le projet d'autorisation individuelle entre en vigueur si le ministre n'a pas pris de décision dans un délai de trente jours est contraire à l'article 87 de la loi du 21 mars 1991, qui dispose que l'autorisation est délivrée par le ministre, ce qui exclut toute autorisation tacite.

3. Enfin, aux paragraphes 1er, 3 et 4, les mots "au maximum" sont superflus et doivent être omis.

Article 29

Le commentaire de la Commission européenne consacré à cette disposition est le suivant :

> "Aux termes de l'article 29 du projet d'arrêté, cette licence peut être refusée "dans la mesure requise par la sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense ou de la sécurité publique, la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs ou lorsque le demandeur n'a pas la capacité, technique ou financière de faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité ou a fait l'objet d'une des sanctions visées à l'article 18, § 3, du présent arrêté".
>
> En outre, il est précisé dans l'annexe que "l'absence de propositions d'un demandeur pour un des sujets abordés dans la présente annexe (...) peut constituer un motif de refus".

En ce qui concerne la condition liée à la sauvegarde de la structure de marché, il semble utile de rappeler, de façon liminaire, que conformément aux dispositions de la directive 90/388/CEE et de la directive 97/13/CE, le nombre de licences pour une catégorie de services donnée ne peut être limité qu'en liaison avec les exigences essentielles applicables dans la mesure nécessaire pour garantir une utilisation efficace du spectre des fréquences. A cet égard, il semble nécessaire de souligner qu'en aucun cas "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs" ne sauraient permettre au régulateur de limiter, de facto, le nombre des opérateurs de téléphonie vocale. Ce critère devrait donc être abandonné, dans la version finale de l'arrêté.

En ce qui concerne le critère relatif à la capacité de l'opérateur de faire face durablement à ses obligations, si l'imposition d'exigences "touchant notamment aux capacités financières et techniques du candidat" est possible conformément au point 4.8 de l'annexe de la directive 97/13/CE, le point 4 de la même annexe précise que de telles exigences ne peuvent être imposées que "dans les cas justifiés et dans le respect du principe de proportionnalité". En tout état de cause, un tel critère ne devrait pas être appliqué de telle sorte qu'il conduise à écarter des opérateurs nouveaux entrants de petite taille notamment en imposant des obligations disproportionnées. L'application de ce critère devrait par conséquent être précisée.

Enfin, en ce qui concerne la possibilité de refuser une licence au motif que le candidat n'a pas fait de propositions sur certains des sujets abordés à l'annexe du projet d'arrêté, un tel refus ne devrait, le cas échéant, n'être opposé au candidat qu'à l'issue de la procédure décrite à l'article 27 paragraphe 2.".

Il n'a pas non plus été tenu compte de cette observation.

.../...

Article 30

Le paragraphe 1er est incompréhensible. On n'aperçoit pas la différence entre des modifications apportées à une autorisation et l'adaptation de celle-ci.

Article 31

La dernière phrase de cet article est à omettre. Elle n'ajoute rien à la règle énoncée à la première phrase. Celle-ci prévoit en effet déjà que la redevance est payable pour "l'analyse" du dossier.

Article 32

Les références faites aux articles 28 et 29 sont inexactes. Il convient de viser respectivement l'article 27, § 3, alinéa 1er, 1°, 3°, 4°, 5° et l'article 28.

Il est à noter qu'aucune redevance n'est prévue pour l'analyse d'une demande de cession, alors qu'en principe elle devrait entraîner une charge de travail pour l'Institut. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il conviendrait de justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité.

Article 34

Il faut écrire "le jour de sa publication au Moniteur belge" au lieu de "au jour de sa publication au Moniteur".

Annexe

Selon le commentaire de la Commission européenne :

"L'annexe de ce projet d'arrêté doit des lors être revue à la lumière de l'article 9 paragraphe 3 de la directive 97/13/CE et les informations demandées limitées à celles strictement nécessaires pour s'assurer du respect par le demandeur des conditions d'autorisation. Demander des informations relatives aux "implications stratégiques, économiques et financières pour chacun des associés ou futurs associés de la société ou de la future société" (point 2.1), à "la prévision de l'évolution du marché belge de la téléphonie vocale et des parts de marché des différents opérateurs" (point 3.1.1), aux "prévisions concernant l'usage de la téléphonie vocale en Belgique" (point 3.1.2), à l'élasticité, de la demande (point 3.1.3), à l'évolution du marché, (point 4.3.2), à l'impact sur l'emploi en Belgique point 6.l.2), et aux activités de marketing (point 6.2.1) n'est aucunement requis pour une telle appréciation. En outre, demander des prévisions sur quinze ans (point 0.6), notamment en ce qui concerne l'état du marché et les comptes prévisionnels de l'opérateur est un exercice sans intérêt, puisque de telles prévisions ne sauraient avoir de sens sur une telle période.

Enfin, l'obligation relative au format des informations demandées devrait être assouplie afin de ne pas retarder, sans raison impérative, l'introduction de demandes d'autorisation par de nouveaux entrants.".

Le présent projet n’a pas davantage eu égard à cette observation de la Commission européenne qu’aux précédentes.

OBSERVATIONS FINALES

La rédaction du texte doit être sensiblement améliorée dans un souci de correction et d’élégance de la langue, ainsi qu’en fonction des règles de légistique formelle telles que celles-ci ont été publiées au Moniteur belge du 2 juin 1982.

On sera, notamment, attentif au respect des règles suivantes :

1. Dans le texte français, il convient d’écrire "Article 1er" en chiffre arabe ordinal, au lieu de "Article Ier".

2. Il n’y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu’au moins l’un de ces derniers comporte plus d’un alinéa.

3. Les divisions d’une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., celles-ci pouvant elles-mêmes éventuellement être subdivisées en a), b), c), etc.

4. Les points d’une énumération sont, sauf le dernier, à terminer par un point-virgule et non par un point.

5. Les nombres sont à écrire en lettres, sauf pour les numéros d’urgence, où des raisons majeures s’y opposent.

6. Il convient de faire suivre l’annexe à un arrêté de la mention : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...", ainsi que des signatures.

ALGEMENE OPMERKING

Overeenkomstig artikel 2, lid 4, en artikel 3, vijfde alinea, van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, is van het ontwerp kennis gegeven aan de Commissie die haar opmerkingen bij brief van 18 december 1997 heeft meegedeeld.

De afdeling wetgeving kan echter niet anders dan vaststellen dat daarmee geenszins rekening is gehouden in de tekst van het ontwerp dat haar op 12 januari 1998 is voorgelegd, wat de gemachtigde ambtenaar trouwens heeft bevestigd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Teneinde het opschrift in overeenstemming te brengen met de bewoordingen van artikel 87, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd door de wet van 19 december 1997, welk artikel de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt, wordt voorgesteld om in plaats van "betreffende" "tot vaststelling van" te schrijven en in de Franse tekst het woord "licences" te vervangen door het woord "autorisations".

Deze opmerking geldt tevens voor de bijlage bij het ontworpen besluit.

Aanhef

Eerste lid

In plaats van te verwijzen naar de wijzigingsrichtlijn, behoort de oorspronkelijke richtlijn te worden vermeld (1). Er behoort ook te worden verwezen naar het precieze artikel van die tekst met toepassing waarvan het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd. Het lid zou dan ook als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4bis, ingevoegd door richtlijn 96/19/EG van de Commissie van 13 maart 1996;".

Tweede lid

Er behoort te worden geschreven : "inzonderheid op artikel 87, vervangen bij de wet van 19 december 1997" in plaats van "inzonderheid op artikel 87, ingevoegd bij de wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven om het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk aan deze regel van de wetgevingstechniek moeten herinneren, inzonderheid in advies L. 26.588/4, dat op 29 september 1997 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de satellietgrond-stations en netwerken via satellietgrondstations.

inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markten voor telecommunicatiediensten, die voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap".

Zesde lid (nieuw)

Er dient een als volgt luidend nieuw lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het advies van de Europese Commissie;".

Zesde lid (dat het zevende en het achtste lid wordt).

Wanneer wordt gevraagd dat het advies binnen een termijn van een maand wordt gegeven, behoren de twee volgende leden in de aanhef te worden opgenomen (1) :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van (datum vermelden) over de aanvraag om een binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 maart 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1˚, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

---

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk aan deze regel van de wetgevingstechniek moeten herinneren, inzonderheid in het voormelde advies L. 26.588/4.

Bepalend gedeelte

Voorafgaande opmerkingen

Wat de nummering betreft van de hoofdstukken en afdelingen, alsook het opschrift ervan, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. In het Nederlands worden alle hoofdstukken en afdelingen genummerd met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers. Deze regel geldt ook voor het Frans, met uitzondering weliswaar van hoofdstuk I en afdeling I, die als "Chapitre premier" en "Section première" moeten worden aangeduid.

2. Men dient erop toe te zien dat de opschriften van hoofdstukken en afdelingen bij elkaar aansluiten. Men dient ofwél te opteren voor het gebruik van het bepaald lidwoord (zoals bijvoorbeeld in hoofdstuk II, afdelingen 7 tot 10, 12, 14 tot 16, 19 en 20) ofwél af te zien van het gebruik van het bepaald lidwoord (zoals in hoofdstuk II, afdelingen 1 tot 6, 11, 13, 17 en 18), en zich ervoor te hoeden die beide werkwijzen door elkaar te gebruiken.

In het Nederlands is het gebruikelijk geen bepaalde lidwoorden te bezigen.

3. Men behoort ervoor te zorgen dat de opschriften van de afdelingen in hoofdstuk II zo goed mogelijk overeenstemmen met de bewoordingen van artikel 87, § 2, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en er op zijn minst op toe te zien dat de bewoordingen van die opschriften stroken met de teneur van de bepalingen die in het voormelde artikel 87, § 2, tweede lid, staan. Zo bijvoorbeeld zou het opschrift van afdeling 9 van hoofdstuk II moeten luiden : "Verschaffing van de nodige inlichtingen voor de samenstelling van de universele telefoongids" in plaats van : "De levering van de nodige inlichtingen voor de samenstelling van telefoongidsen waaronder de universele telefoongids".

4. Voorgesteld wordt ervoor te zorgen dat de volgorde van de afdelingen in hoofdstuk II overeenstemt met de volgorde van de bepalingen in de punten a) tot t) van het voormelde artikel 87, § 2, tweede lid. Zo zou afdeling 14 (die overeenstemt met punt m) van het voormelde artikel 87, § 2, tweede lid) moeten voorafgaan aan afdeling 13 (die overeenstemt met punt n) van het voormelde artikel 87, § 2, tweede lid).

Artikel 1

De definitie die in onderdeel 3° wordt gegeven, hoort veeleer vooraan in hoofdstuk II thuis. Het eerste artikel van dat hoofdstuk zou kunnen bepalen dat het bestek alle voorwaarden bevat waaraan een persoon moet voldoen om een vergunning voor de exploitatie van een spraaktelefoondienst te kunnen verkrijgen.

Artikel 2

Er wordt voorgesteld dit artikel te laten vervallen. Het tweede lid bevat immers geen enkele nieuwe regel en de in het eerste lid vervatte bepaling kan worden opgenomen in de definitie van de individuele vergunning die in artikel 1, 6˚, wordt gegeven.

Als dit artikel vervalt, dient men het opschrift van hoofdstuk I, namelijk "Algemeen", te wijzigen in "Definities" en behoort de opdeling van dat hoofdstuk in afdelingen te vervallen.

Artikel 4

Over deze bepaling kan men in de commentaar van de Europese Commissie op het onderhavige ontworpen koninklijk besluit het volgende lezen :

> "L'article 4 du projet d'arrêté permet à l'opérateur de suspendre la fourniture du service à un utilisateur qui aurait connecté au réseau public un équipement non agréé. L'article 13, § 1 de la directive amendant la directive 95/62/CE prévoit une telle éventualité, mais dispose qu'une procédure spécifique "d'urgence" doit être mise en oeuvre par l'ARN dans ce type de cas, "sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue a l'article 26 paragraphe 1". Cette procédure doit prévoir "un processus de décision transparent et respectant le droit des parties". Ni la Loi telle que modifiée par le projet de loi ni le projet d'arrêté, ne semblent toutefois prévoir une telle procédure, nécessaire pour permettre à l'utilisateur concerné, de faire entendre son point de vue, le cas échéant.".

Artikel 13, lid 1, waarvan hierboven sprake is, is artikel 13 van het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (ter vervanging van richtlijn 95/62/EG van het Europees Parlement en de Raad), waarvan lid 1, eerste alinea, als volgt luidt :

> "Onverminderd de procedure voor de beslechting van geschillen op nationaal niveau overeenkomstig artikel 26, punt 1), beschikken de nationale regelgevende instanties over procedures om situaties het hoofd te bieden waarin organisaties die vaste openbare telefoonnetwerken en/of vaste openbare telefoondiensten aanbieden, of althans die organisaties die spraaktelefoniediensten aanbieden en die een aanzienlijke macht op de markt bezitten of overeenkomstig artikel 5 zijn aangewezen en een aanzienlijke macht op de markt hebben, maatregelen nemen zoals onderbreking, beëindiging, aanzienlijke wijziging of beperking van de dienst op zijn minst ten aanzien van organisaties die telecommunicatienetwerken en/of diensten leveren.".

Het interne recht zal moeten worden herzien teneinde rekening te houden met deze nieuwe bepaling van gemeenschapsrecht, die zeer binnenkort zal worden aangenomen.

Overigens dienen in het eerste lid de woorden "is verplicht om ... op de hoogte te brengen" te worden vervangen door de woorden "brengt ... op de hoogte", overeenkomstig de formulering van artikel 3.

Artikel 5

1. In paragraaf 1 schrijve men :"De operator neemt de maatregelen die hij in zijn interconnectieovereenkomsten vermeldt teneinde de naleving van de essentiële eisen te garanderen, ...".

2. Vooraan in paragraaf 2 schrijve men "De operator" in plaats van "Hij".

3. Paragraaf 3, waarin aan het Instituut de bevoegdheid wordt opgedragen de operator te machtigen zijn interconnectie met een derde te schorsen, strookt niet met de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Krachtens artikel 75, § 8, van die wet kan het Instituut immers alleen als bemiddelaar optreden in geval van geschillen tussen personen die telecommunicatienetwerken exploiteren of telecommunicatiediensten aanbieden.

Overigens wordt in artikel 79ter, § 2, van dezelfde wet, aan de "Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik" de bevoegdheid toegekend een administratieve beslissing te nemen bij geschillen inzake interconnectie.

Artikel 79ter, paragraaf 4, van de voormelde wet bepaalt dat "(de Kamer) in geval van een zware en onmiddellijke inbreuk op de voorschriften die de telecommunicatiesector regelen ...(,) na de betrokken partijen te hebben gehoord(,) bewarende maatregelen (kan) opleggen met name met het oog op de garantie van de continuïteit van de werking van de telecommunicatiediensten".

Ten slotte bepaalt artikel 109ter, § 5, van de voornoemde wet dat de betrokken partijen een overeenkomst betreffende de interconnectie sluiten. In principe staat het dan ook aan de partijen de voorwaarden te regelen waarop een interconnectie kan worden geschorst. De Koning kan weliswaar, ofwel op basis van artikel 87, § 2, tweede lid, k), ofwel op basis van artikel 109ter, § 5, van de wet clausules vaststellen die zeker in die interconnectieovereenkomsten moeten voorkomen. Hij kan dan ook eisen dat die overeenkomstenregels bevatten die gelden voor de schorsing van de interconnectie als die de goede werking van de dienst of de naleving van de "essentiële eisen" in het gedrang brengt.

Het ontworpen artikel 5, § 3, behoort dan ook te worden opgesteld op basis van de wettelijke bepalingen waaraan hierboven herinnerd is en de vorm aan te nemen van een verplichting die de operator in de interconnectieovereenkomsten die hij met derden sluit, moet naleven.

Artikel 6

1. In paragraaf 1, tweede lid, hebben de woorden "of overeenkomstig de contractuele ... bepalingen" tot gevolg dat de verplichting die in het eerste lid van dezelfde paragraaf vervat zit, zinloos wordt wanneer de operator zulk een sterke marktpositie heeft dat hij in staat is zijn contractuele voorwaarden aan de gebruikers op te dringen.

2. De Europese Commissie heeft op de ontworpen paragraaf 3 de volgende commentaar gegeven :

> "L'article 6 paragraphe 3 du projet d'arrêté impose à tous les opérateurs de téléphonie vocale la fourniture de la numérotation au clavier et, sur demande, de la facturation détaillée et de l'interdiction sélective des appels sortants. Aux termes de l'article 14 paragraphe 1 de la directive amendant la directive 96/62/CE, "les Etats Membres peuvent désigner un ou plusieurs opérateurs pour fournir ces compléments de service (...). Toutefois, l'imposition de telles obligations à tous les opérateurs, y compris aux nouveaux entrants, pourrait être contraire au principe de proportionnalité.".

De Raad van State merkt op dat aan die kritiek geen gevolg is gegeven.

3. In paragraaf 4, eerste lid, worden aan de operator die als een organisatie met een sterke marktpositie is aangemerkt bijzondere verplichtingen opgelegd, maar het tweede lid stelt het Instituut in staat een afwijking toe te staan.

Artikel 87 van de voormelde wet voorziet niet in de mogelijkheid om afwijkingen toe te staan van de door de Koning in het bestek vastgelegde algemene voorwaarden. A fortiori kan een subdelegatie in die zin aan het Instituut niet worden aanvaard.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 9, §§ 3 en 4, en 11, § 2, tweede lid.

Bovendien is het tweede lid aldus gesteld dat de operator zelf zou moeten oordelen of voldaan is aan de voorwaarden die voor zulk een afwijking gelden.

Artikel 6, paragraaf 4, tweede lid, dient dan ook te vervallen.

Afdeling 4

Het is niet raadzaam deze afdeling in twee onderafdelingen op te splitsen.

Artikel 8

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. De operator wiens dienst sedert 18 maanden of langer commercieel geopend is, deelt jaarlijks uiterlijk op 31 januari de waarden mee die tijdens het voorgaande jaar bereikt zijn voor de kwaliteitsindicatoren bedoeld in artikel 105sexies, § 4, van de wet.

Het Instituut bepaalt de vorm van die mededelingen en zorgt voor de publicatie ervan.".

Artikel 9

De ontworpen paragraaf 5, eerste lid, strookt niet met artikel 43bis, § 3, 7°, van de voormelde wet, doordat hij in een andere procedure voorziet dan die welke deze wetsbepaling voorschrijft. Men dient zich aan de wetsbepaling te houden. Artikel 9, paragraaf 5, dient te vervallen.

Artikel 10

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men gewoon : "De overdraagbaarheid houdt een gemakkelijker toegang in tot de dienst, ...".

Artikel 11

In paragraaf 1 moet men uiteraard de datum vermelden van het koninklijk besluit betreffende het beheer van het nummeringsplan dat vóór of uiterlijk tegelijk met dit besluit moet worden bekendgemaakt.

Artikel 12

De Europese Commissie heeft in haar commentaar verscheidene opmerkingen gemaakt over de artikelen 12 en 13 van dit ontwerp. Die opmerkingen zijn de volgende :

"Ces dispositions semblent conformes à celles de l'article 11 de la directive 97/13/CE. Toutefois, aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de cette directive, il est précisé, que "les taxes applicables à une licence individuelle sont proportionnelles au volume de travail requis (...)". En tout état de cause, les articles 12 et 31 du projet d'arrête ne distinguent pas le cas des opérateurs puissants ou opérateurs soumis à une obligation de fourniture du service universel, lesquels sont néanmoins soumis à nombre d'obligations supplémentaires, dont le contrôle devrait occasionner une charge de travail supplémentaire. L'application effective de la disposition susmentionnée de la directive 97/13/CE devrait entraîner l'imposition de redevances d'un montant inférieur pour les opérateurs qui ne sont ni puissants, ni opérateurs de service universel. Des clarifications sur ce point seraient nécessaires.

En outre, afin de refléter effectivement la charge de travail occasionnée par la gestion et le contrôle de la licence concernée lors de la première année d'autorisation, des dispositions similaires à celles prévues à l'article 16 paragraphe 2 du projet d'arrêté royal (relatif) aux conditions d'installation et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications devraient être ajoutées, afin que le montant de la redevance annuelle prévue a l'article 12 paragraphe 2 de ce projet d'arrêté soit calculé, la première année, au pro rata temporis du nombre de mois restant dans l'année au cours de laquelle l'autorisation a été délivrée.

Enfin, il devrait être précisé, à l'article 31 qu'une redevance pour l'analyse de la demande n'est pas due en cas de simple modification d'une licence déjà existante selon la procédure décrite à l'article 30 de

ce projet d'arrêté. A cet égard, la référence, au second paragraphe de cet article, aux modifications destinées à satisfaire aux conditions fixées à l'article 107 de la Loi telle que modifiée par le projet de loi (organismes puissants sur le marché des lignes louées) ne semble pas d'application, et devrait, par conséquent, être supprimée. En outre, la disposition selon laquelle la redevance annuelle déjà payée ne peut pas être remboursée en cas de cessation des activités, suspension ou retrait de la licence, pourrait ne pas être conforme aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de la directive 97/13/CE.".

Met die opmerkingen is geen rekening gehouden.

Artikel 13

1. Artikel 109terB van de voormelde wet van 21 maart 1991 (1) luidt als volgt :

"De in de artikelen 87 en 89, § 1, bedoelde personen zijn verplicht de abonneegegevens beschikbaar te stellen aan personen die een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden en hieromtrent verzoeken, onder billijke, redelijke en niet-discriminerende, technische, financiële en commerciële voorwaarden. De prijs van die abonneegegevens moet op de kosten gebaseerd zijn.

Die voorwaarden moeten vóór de publicatie ervan door het Instituut zijn goedgekeurd.".

Het eerste lid van het onderzochte artikel 13 behoort dan ook als overbodig te vervallen.

---

(1) Ingevoegd bij artikel 74 van de wet van 19 december 1997.

2. Het tweede lid behoort dienovereenkomstig te worden herschreven en voorts dient het koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen (1) nader te worden bepaald door de datum ervan op te geven.

Artikel 15

1. De redactie van paragraaf 1 is onbegrijpelijk, doordat niet is aangegeven waarvan de rechten en plichten inzake interconnectie afhangen. Bovendien heeft artikel 109ter, § 4, derde lid, waarnaar wordt verwezen, alleen betrekking op de organisaties met een sterke markt-positie.

2. Uit een oogpunt van verzorgd taalgebruik behoort paragraaf 3 te worden herschreven. De operator kan immers niet toezien op het "koninklijk besluit dat genomen is krachtens artikel 109ter, § 5, van de wet", waarvan sprake is in het begin van deze paragraaf.

3. In verband met paragraaf 4 geeft de Europese Commissie de volgende commentaar :

---

(1) Over welk besluit de afdeling wetgeving van de Raad van State op 18 februari 1998 advies L. 27.310/4 heeft gegeven.

"L'article 15 paragraphe 4 du projet d'arrêté dispose que la licence "précise les droits et obligations en matière d'interconnexion de l'opérateur, en tenant compte en particulier de la couverture de son service et les relations avec d'éventuels droits et obligations en matière d'interconnexion liés à une autre autorisation". Cette disposition devra être clarifiée. En tout état de cause, toute distinction opérée doit être basée sur des critères objectifs et ne peut avoir d'effets discriminatoires.".

Met die opmerking is geen rekening gehouden.

Artikel 17

Eveneens uit een oogpunt van verzorgd taalgebruik schrijve men "het contract gesloten tussen hem en die onderneming of die ondernemingen" in plaats van "het contract met die ondernemingen".

Artikel 18

Om zowel artikel 9, lid 4, van de voormelde richtlijn 97/13/EG als het algemene beginsel van de rechten van verdediging in acht te nemen, wordt voorgesteld de procedure als volgt aan te passen :

1° Na de betrokken operator te hebben gehoord, maant het Instituut hem aan de vastgestelde tekortkomingen te herstellen binnen een termijn van één maand en stelt het hem in kennis van de boete die hem kan worden opgelegd indien hij de voorwaarden niet nakomt.

2° Indien de operator na afloop van de termijn van één maand nog steeds in gebreke is, legt het Instituut, na hem te hebben gehoord, de aangekondigde sanctie op, vóór het einde van de tweede maand die volgt op de eerste ingebrekestelling. Het Instituut stelt de operator in kennis van zijn beslissing binnen een termijn van één week te rekenen vanaf de beslissing.

3° Indien de operator binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing de tekortkomingen nog steeds niet heeft hersteld, kan het Instituut aan de minister voorstellen de vergunning te schorsen of in te trekken. Die schorsing of intrekking wordt uitgesproken door de minister, nadat hij de operator heeft gehoord.

De in paragraaf 2 bepaalde mogelijkheid om bij de minister beroep aan te tekenen heeft geen zin. Het Instituut is immers een instelling van openbaar nut van categorie A, die door de minister vertegenwoordigd en beheerd wordt, zodat het hem toebehoort, behoudens delegatie, te beslissen om de in dit artikel bepaalde sancties op te leggen.

Hij kan hoe dan ook niet de beroepsinstantie zijn die onafhankelijk is van de nationale regelgevende instantie, die genoemd wordt in artikel 9, lid 4, van de voormelde richtlijn 97/13/EG. De operatoren beschikken over de mogelijkheden van beroep waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien.

Artikel 19

1. Gelet op artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, krachtens hetwelk eenieder die aan de voorwaarden van het bestek voldoet, het recht (heeft) om een vergunning te ontvangen, behoren de woorden "met name" in het derde lid te vervallen.

De weigering om de vergunning te verlengen, is een besluit met vergaande gevolgen voor de betrokkene, zodat hij op zijn minst in de gelegenheid moet worden gesteld om zijn oordeel te geven.

Tegen die beslissing kan bij de Raad van State beroep worden ingesteld.

2. In het eerste lid zijn de woorden "die op basis van dit bestek wordt verleend" overbodig gezien de definitie die in artikel 1, 6˚, wordt gegeven. Ze behoren dus te vervallen.

3. In het derde lid dient het woord "gemotiveerde" te vervallen omdat het overbodig is, rekening houdende met de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Afdeling 15

De hoofdstukken IXter en X waarvan sprake is in het opschrift van die afdeling zijn vervat in Titel II van de wet van 21 maart 1991. Bijgevolg dient in dat opschrift "Titel II" in plaats van "Titel III" te worden geschreven.

Artikel 20

Paragraaf 1 houdt een regeling inzake aansprakelijkheid in en geen maatregel die de naleving waarborgt van de bepalingen van de hoofdstukken IXter en X van titel II van de bovengenoemde wet. Die bepaling behoort dan ook te vervallen.

Artikel 22

In paragraaf 1 behoort, om overeenstemming te bereiken met artikel 87, § 2, tweede lid, q), van de voormelde wet, geschreven te worden "het kosteloze versturen van oproepen naar de volgende noodoproepnummers : (die nummers dienen te worden vermeld met inachtneming van de volgorde van de natuurlijke getallen)" in plaats van "gratis toegang voor de gesprekken naar de hulpdiensten die aangegeven worden met de volgende oproepnummers :".

Artikel 23

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Art. ... De operator wijst in zijn diensten een persoon aan die belast wordt met de betrekkingen met de ombudsdienst voor telecommunicatie.".

Artikel 24

In haar commentaar schrijft de Europese Commissie het volgende :

> "A la lecture de l'article 24 du présent projet d'arrêté relatif à la contribution de l'opérateur à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et à l'amélioration de l'accès à certaines catégories aux services de télécommunications (PME et jeunes et groupes sociaux défavorisés), la Commission confirme que l'imposition de telles obligations n'est conforme ni à l'article 3 de la directive 90/388/CEE amendée par la directive 96/19/CE, ni à la directive 97/13/CE, qui ne prévoient pas de conditions de cette nature.".

In de ontworpen bepaling wordt geen rekening gehouden met die opmerking van de Commissie.

Artikel 25

De Europese Commissie heeft de volgende commentaar gegeven bij het eerste lid van dat artikel :

> "L'article 25, 1er alinéa du projet d'arrêté subordonne l'obligation d'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat à une clause de réciprocité de traitement. Il est toutefois précisé que tout "refus de conclure un tel accord doit être préalablement approuvé par l'Institut". Une telle disposition semble contraire aux dispositions de l'article 6 de la directive 97/33/CE qui interdit toute discrimination pour ce qui est de l'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat membre. Le même principe de non-discrimination devrait, en principe, être appliqué aux opérateurs en provenance d'Etats tiers signataires des accords de l'OMC. ...".

Voor het overige wordt in het ontwerp niets toegevoegd aan het bepaalde in artikel 109ter, § 6, van de wet van 21 maart 1991.

Die bepaling behoort dan ook te vervallen.

Artikel 26

Uit een oogpunt van verzorgd taalgebruik behoort in de Franse tekst te worden geschreven "doit obtenir une autorisation" in plaats van "doit avoir une autorisation".

Artikel 27

1. In paragraaf 1 zijn de woorden "behoudens andere internationale overeenkomsten" dubbelzinnig. Ze behoren te worden vervangen door de woorden "of in een Staat waarmee België te dien einde een internationale overeenkomst heeft gesloten.".

2. De tweede zin van paragraaf 2 behoort als volgt te worden herschreven : "... ondertekend zijn door de persoon die de dienst wenst te exploiteren of door de persoon die handelt in diens naam". Indien het de bedoeling van de steller van de ontworpen tekst is het als bijlage bij het ontworpen besluit gevoegde model op te leggen voor het indienen van een aanvraag om individuele vergunning, moet die bedoeling in die paragraaf worden aangegeven (1).

3. In haar commentaar op artikel 27, § 3, van het ontwerp van besluit merkt de Europese Commissie op dat het aantal (aan de operatoren) gevraagde inlichtingen en de details ervan niet afgestemd lijken op het beoogde doel en acht ze het nuttig eraan te herinneren dat in artikel 9, lid 3, van richtlijn 97/13/EG uitsluitend sprake is van "de informatie die redelijkerwijs nodig is om aan te tonen dat de aanvrager voldoet aan de voorwaarden".

Een andere vaststelling : in paragraaf 3, tweede lid, wordt bepaald dat indien het Instituut van oordeel is dat de aanvraag onvolledig is of indien het bijkomende inlichtingen of verduidelijkingen wenst en de aanvrager zijn aanvraag niet heeft aangepast binnen dertig dagen, die aanvraag "als onbestaande wordt beschouwd" (2), terwijl in

---

(1) Zie trouwens in dit verband het eerste lid van de ontworpen bijlage.

(2) Zonder dat trouwens wordt gepreciseerd door wie en volgens welke procedure die aanvraag aldus als niet bestaande zou worden beschouwd.

artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG wordt bepaald dat indien de aanvrager niet de informatie verstrekt die redelijkerwijs nodig is om aan te tonen dat hij voldoet aan de voorwaarden, de vergunning geweigerd mag worden.

Al is het denkbaar dat de vergunning geweigerd wordt indien de aanvraag onvolledig is, ondanks een verzoek om ze aan te vullen, kan daarentegen niet worden aangenomen dat de aanvraag als niet bestaande wordt beschouwd om de eenvoudige reden dat de bijkomende informatie die het Instituut heeft gevraagd, niet verstrekt zou zijn. Indien de aanvraag volledig is, mag de vergunning alleen geweigerd worden indien niet voldaan is aan een van de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning.

In ieder geval mag de vergunning dan ook alleen geweigerd worden na afloop van een procedure die de aanvrager in de gelegenheid heeft gesteld zijn standpunt te doen gelden.

Artikel 28

1. De Commissie heeft in haar commentaar opgemerkt dat de termijn voor de behandeling van de aanvragen (maximaal zes weken, behoudens objectief gerechtvaardigde gevallen, waarin die mag worden verlengd met vier maanden), welke termijn bepaald is in artikel 9, lid 2, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, niet wordt nageleefd.

2. Bovendien is paragraaf 4, waarin wordt bepaald dat het ontwerp van individuele vergunning in werking treedt indien de minister geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van dertig dagen, in strijd met artikel 87 van de wet van 21 maart 1991, volgens hetwelk de vergunning wordt verleend door de minister, wat een stilzwijgende vergunning uitsluit.

3. In de paragrafen 1, 3 en 4, ten slotte, dienen de woorden "ten hoogste" als overbodig te vervallen.

Artikel 29

De Europese Commissie geeft de volgende commentaar op die bepaling :

> "Aux termes de l'article 29 du projet d'arrêté, cette licence peut être refusée "dans la mesure requise par la sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense ou de la sécurité publique, la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs ou lorsque le demandeur n'a pas la capacité, technique ou financière de faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité ou a fait l'objet d'une des sanctions visées à l'article 18, § 3, du présent arrêté".
>
> En outre, il est précisé dans l'annexe que "l'absence de propositions d'un demandeur pour un des sujets abordés dans la présente annexe (...) peut constituer un motif de refus".
>
> En ce qui concerne la condition liée à la sauvegarde de la structure de marché, il semble utile de rappeler, de façon liminaire, que conformément aux dispositions de la directive 90/388/CEE et de la

directive 97/13/CE, le nombre de licences pour une catégorie de services donnée ne peut être limité qu'en liaison avec les exigences essentielles applicables dans la mesure nécessaire pour garantir une utilisation efficace du spectre des fréquences. A cet égard, il semble nécessaire de souligner qu'en aucun cas "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs" ne sauraient permettre au régulateur de limiter, de facto, le nombre des opérateurs de téléphonie vocale. Ce critère devrait donc être abandonné, dans la version finale de l'arrêté.

En ce qui concerne le critère relatif à la capacité de l'opérateur de faire face durablement à ses obligations, si l'imposition d'exigences "touchant notamment aux capacités financières et techniques du candidat" est possible conformément au point 4.8 de l'annexe de la directive 97/13/CE, le point 4 de la même annexe précise que de telles exigences ne peuvent être imposées que "dans les cas justifiés et dans le respect du principe de proportionnalité". En tout état de cause, un tel critère ne devrait pas être appliqué de telle sorte qu'il conduise à écarter des opérateurs nouveaux entrants de petite taille notamment en imposant des obligations disproportionnées. L'application de ce critère devrait par conséquent être précisée.

Enfin, en ce qui concerne la possibilité de refuser une licence au motif que le candidat n'a pas fait de propositions sur certains des sujets abordés à l'annexe du projet d'arrêté, un tel refus ne devrait, le cas échéant, n'être opposé au candidat qu'à l'issue de la procédure décrite à l'article 27 paragraphe 2.".

Er is evenmin rekening gehouden met die opmerking.

Artikel 30

Paragraaf 1 is onbegrijpelijk. Het is de Raad van State niet duidelijk wat het verschil is tussen wijzigingen die in een vergunning worden aangebracht en de aanpassing van die vergunning.

Artikel 31

De laatste zin van dit artikel behoort te vervallen. In die zin wordt niets toegevoegd aan het in de eerste zin vervatte voorschrift. In die eerste zin wordt immers reeds bepaald dat voor het "onderzoek" van het dossier een recht dient te worden betaald.

Artikel 32

De verwijzingen naar de artikelen 28 en 29 zijn onjuist. Er dient te worden verwezen naar respectievelijk artikel 27, § 3, eerste lid, 1°, 3°, 4°, 5° en artikel 28.

Er dient te worden opgemerkt dat voor het onderzoek van een aanvraag om overdracht geen recht hoeft te worden betaald, hoewel dat onderzoek voor het Instituut normalerwijze een bijkomende werklast betekent. Indien dat wel degelijk de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet dat verschil in behandeling ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel gerechtvaardigd worden.

Artikel 34

In de Franse tekst dient te worden geschreven "le jour de sa publication au Moniteur belge" in plaats van "au jour de sa publication au Moniteur".

Bijlage

De Europese Commissie geeft de volgende commentaar :

"L'annexe de ce projet d'arrêté doit des lors être revue à la lumière de l'article 9 paragraphe 3 de la directive 97/13/CE et les informations demandées limitées à celles strictement nécessaires pour s'assurer du respect par le demandeur des conditions d'autorisation. Demander des informations relatives aux "implications stratégiques, économiques et financières pour chacun des associés ou futurs associés de la société ou de la future société" (point 2.1), à "la prévision de l'évolution du marché belge de la téléphonie vocale et des parts de marché des différents opérateurs" (point 3.1.1), aux "prévisions concernant l'usage de la téléphonie vocale en Belgique" (point 3.1.2), à l'élasticité, de la demande (point 3.1.3), à l'évolution du marché, (point 4.3.2), à l'impact sur l'emploi en Belgique point 6.l.2), et aux activités de marketing (point 6.2.1) n'est aucunement requis pour une telle appréciation. En outre, demander des prévisions sur quinze ans (point 0.6), notamment en ce qui concerne l'état du marché et les comptes prévisionnels de l'opérateur est un exercice sans intérêt, puisque de telles prévisions ne sauraient avoir de sens sur une telle période.

Enfin, l'obligation relative au format des informations demandées devrait être assouplie afin de ne pas retarder, sans raison impérative, l'introduction de demandes d'autorisation par de nouveaux entrants.".

Bij het opstellen van dit ontwerp is evenmin rekening gehouden met die opmerking van de Europese Commissie als met de vorige opmerkingen.

.../...

SLOTOPMERKINGEN

De redactie van de Franse tekst dient aanzienlijk te worden verbeterd uit een oogpunt van correct taalgebruik en met het oog op een vlotte stijl, alsmede om de wetgevingstechnische regels in acht te nemen die bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

Deze opmerking geldt ook voor de Nederlandse tekst, die uit een oogpunt van correct taalgebruik eveneens voor verbetering vatbaar is.

Er behoort inzonderheid op te worden toegezien dat de volgende regels in acht worden genomen :

1. In de Franse tekst dient "Article 1er" te worden geschreven met een rangtelwoord in Arabische cijfers, in plaats van "Article Ier".

2. Een artikel mag alleen in paragrafen worden ingedeeld als minstens een van die paragrafen meer dan één lid bevat.

3. Voor de indeling van een volzin behoort een nummering met 1˚, 2˚, 3˚, enz., te worden gebruikt; deze onderafdelingen kunnen desnoods verder worden ingedeeld in a), b), c), enz.

4. Na ieder onderdeel van een opsomming, behoort een puntkomma te worden geplaatst, behalve na het laatste, dat wordt afgesloten met een punt.

5. De getallen moeten voluit in letters geschreven worden, behalve wat de noodoproepnummers betreft, in welk geval dit om dwingende redenen niet mag.

6. Aan het slot van de bijlage bij een besluit dient de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ..." voor te komen, gevolgd door handtekeningen.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN